

André Coupet, *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec*, Montréal, Rapport Samson, Bélair, Deloitte et Touche, novembre 1990

Claude Bouffard

Numéro 16, printemps 1991

Art, artistes et société

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1002138ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1002138ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (imprimé)

1923-5771 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bouffard, C. (1991). Compte rendu de [André Coupet, *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec*, Montréal, Rapport Samson, Bélair, Deloitte et Touche, novembre 1990]. *Cahiers de recherche sociologique*, (16), 159–162. <https://doi.org/10.7202/1002138ar>

Pour toutes ces raisons, cet ouvrage de Marie Carani nous semble être un instrument aussi indispensable que précieux pour nourrir la mémoire collective sur la contribution des arts et de la critique d'art et pour réfléchir à leur fonction sociale.

Jean-Guy LACROIX
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal

André Coupet, *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec*, Montréal, Rapport Samson, Bélair, Deloitte et Touche, novembre 1990.

Le mandat confié à la firme de consultants Samson, Bélair, Deloitte et Touche par le ministère des Affaires culturelles se lit comme suit: "Étudier la question du financement des arts et de la culture au Québec et proposer de nouvelles avenues de financement"(p. 3), mais cela sans prétendre à l'élaboration d'une nouvelle politique culturelle.

Ce rapport se présente comme une "analyse serrée" de la problématique du financement des arts et de la culture au Québec...pour qu'émerge un consensus parmi les acteurs du secteur arts et culture (p. 4). Ceci afin de doter le Québec "d'une culture encore plus forte et mieux partagée". Le rapport ne fait pas de distinction entre "arts" et "culture".

À partir des dimensions: marché, organisation et financement, le rapport analyse l'environnement culturel québécois. Il se sert du même schéma pour apporter dix-huit recommandations qui sont issues de cinq grandes orientations.

Que dit-on du marché des arts et de la culture?

Les québécois seraient de plus en plus friands d'activités culturelles. La fréquentation des musées et sites historiques augmenterait sensiblement. Le théâtre, la musique classique et la danse classique auraient une croissance très lente. Les activités telles que la danse moderne, le cinéma et la visite de salons de métiers d'arts seraient, eux, en régression. En gros, le rapport analyse l'offre et la demande des produits culturels au Québec.

Voici les constats reliés au marché. L'offre est extrêmement grouillante, elle se concentre en même temps qu'elle se fragmente. Un grand nombre de nouveaux artistes alimentent le marché annuellement. Plusieurs organismes sont de niveau international sans pour autant disposer de moyens financiers concurrentiels et demeurent des PME. La concurrence entre les organismes est vive pour conquérir

une part de marché et l'ingéniosité que l'on doit développer épuise. Finalement, les ressources en équipements sont inadéquates.

La demande dans les secteurs de la culture est segmentée comme dans les autres secteurs économiques. Elle plafonne et on la connaît mal. On interroge aussi la gratuité des activités culturelles et l'école est blâmée pour sa non-implication. Le marché d'avant-garde est en situation toujours périlleuse et ne voit pas d'ouverture.

En ce qui concerne le financement, tous les secteurs souffrent d'un manque chronique de fonds. On considère dépenser beaucoup trop d'énergie à la recherche du financement requis. Les organismes à buts humanitaires sont en tête de liste pour obtenir les dons privés et la diversité des sources de financement des divers paliers gouvernementaux est questionnée.

Une partie "analyses spécifiques" construit le décor du monde culturel fait des grandes institutions, des artistes et des régions du Québec. Qu'ont-ils en commun?

Ce sont les principaux utilisateurs du système culturel. Les grandes institutions drainent un fort pourcentage des fonds disponibles tout en ayant quand même de graves problèmes de manque à gagner. Les artistes, souffrent traditionnellement de pauvreté et les régions du Québec, elles, de sous-financement. En ce qui concerne particulièrement les artistes, le rapport reprend l'étude de Jean-Guy Lacroix, "La condition d'artiste: une injustice".

Au chapitre du financement des arts et sans entrer dans l'énoncé mathématique de tous les argents versés aux arts et à la culture, voici comment se partage l'assiette fiscale du financement gouvernemental: le fédéral verse 31% des sommes utilisées par l'ensemble du secteur artistique, le Québec 47% et les municipalités 22%, pour un budget de 905 millions en 1990.

Dans un marché des arts et de la culture en phase de maturité, l'offre est trop grande par rapport à une demande instable; c'est, en fin de compte, ce que le rapport cible comme problème principal du marché des arts et de la culture au Québec.

L'étude Samson-Bélaïr analyse aussi les interventions gouvernementales par rapport à ce qui se fait dans d'autre pays. D'un comportement d'État-mécène comme en Angleterre à un comportement d'État-catalyseur comme aux États-Unis, en passant par celui d'État-architecte de la France, le Québec serait issu de toutes ces influences tout en demeurant un peu plus près de la structure française.

Selon le rapport, le MAC a toujours eu un rôle de "leader" et "rien n'autorise la remise en question de ce rôle". Des modifications s'imposeraient; en plus de conserver ses acquis, il devrait affermir son leadership et devenir le maître d'œuvre d'un développement vers le partenariat.

Toute une partie nous introduit ensuite vers les modes de financement possibles des arts et de la culture. Il en décrit les caractéristiques et en apprécie les effets. On nous résume les caractéristiques de formules de financement non traditionnelles, peut-être applicables aux arts, comme le capital de risque, le régime d'épargne-actions du Québec, les fonds d'appariement sans oublier les cartes d'affinités, les loteries ou les programmes PRO-PME et le programme de soutien à l'emploi scientifique dans les entreprises.

De toute l'étude sont tirés cinq axes d'orientation visant à diminuer l'écart entre l'offre et la demande, à augmenter le rôle de "leader" du Ministère et à accroître la visibilité de la culture.

En découlent dix-huit recommandations; elles sont principalement d'ordre économique et utilisent les outils financiers énumérés dans l'étude en appuyant sur la nécessité de la création de nouveaux programmes de soutien à la gestion.

Par rapport au Ministère, on recommande que la sélection des nouveaux organismes soit plus sélective et que les demandes de financement soient canalisées vers une porte d'entrée unique.

Aux organismes, on propose de réévaluer la gratuité et de leur offrir la possibilité de planifier leurs activités à moyen terme. On s'occupe aussi de l'évaluation de la situation de l'exportation et un peu de budget de perfectionnement. Finalement on suggère de créer un conseil national pour la promotion des arts.

Le schéma relatif à l'impact des recommandations (p. 219) montre bien où se situeront les retombées possibles si ces actions étaient entreprises par rapport aux grands axes d'orientation. En pourcentage, c'est à la consolidation de l'offre que semblent profiter les améliorations. Ensuite au rayonnement et au développement de la demande suivis de près par le renforcement du leadership du Ministère. Il apparaît que les propositions profiteraient surtout aux organismes à but lucratif, suivi des OSBL petites et grandes, peut-être aux artistes, aux associations et à de nouveaux projets.

L'orientation du rapport est fidèle au mandat donné par le MAC. Les propositions touchent essentiellement la structure organisationnelle du secteur arts et culture sans pour autant démontrer l'utilité de telles transformations sur la condition des acteurs principaux: les artistes. Une seule recommandation aurait des effets certains sur cette situation, celle d'augmenter les subsides au

perfectionnement, comme si l'excellence n'était pas atteinte et que les artistes n'étaient pas parmi les grands perdants d'une situation économique difficile.

Claude BOUFFARD
Étudiante
DESSGOC-HEC
Montréal

Josette Féral, *La culture contre l'art*, essai d'économie politique du théâtre, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1990.

L'essai de Josette Féral rend compte avec beaucoup de sérieux et de compétence de la situation du théâtre au Québec. En plus de recueillir des données spécifiques sur ce milieu, elle engage la recherche sur le terrain difficile de la définition de la culture. Féral nous introduit au sujet avec une partie très intéressante sur l'évolution de ce qu'est la culture dans l'histoire occidentale. Ce chapitre est écrit pour être dégusté, avant de tomber dans la dure réalité de la place actuelle de l'art.

L'étude va au cœur de ce qu'est la création artistique, elle se préoccupe de la production et de l'artiste. "Si l'évolution des budgets consacrés à la culture marque une progression constante au cours des années, la part réservée aux arts dans ces mêmes budgets se révèle par contre très faible, laissant les disciplines artistiques, y compris le théâtre, avec des subventions modestes"(p. 4).

La différence entre culture et art s'avère fondamentale, elle importe au point de changer la perception que nous avons des interventions de l'État dans les secteurs culturels. La plus grande partie des budgets va à la culture et les arts ne disposent que de miettes. Ce raisonnement s'appuie sur la place restreinte qu'occupe l'art aujourd'hui par rapport à l'expansion du fait culturel qui englobe, au sens large, tous les phénomènes sociaux.

Sur le plan des pratiques culturelles, la démocratisation de la culture n'est pas seulement liée à l'augmentation de la place que prend l'art dans la vie de tous les jours. C'est l'augmentation du temps de loisir qui serait, en grande partie, la cause de la croissance de la consommation culturelle, ainsi que la hausse générale du niveau de vie et les changements dans la quantité et la qualité des présentations artistiques. Ces constatations, le rapport Samson-Bélaïr les confirme et met à jour des données qui justifient la saturation de la demande et affectent sa croissance. Ce qui est particulier à l'étude de Féral, c'est le lien qu'elle établit entre la croissance de la consommation et le danger de ne subventionner que le type de produits culturels qui sont en demande sans tenir compte de la recherche de nouvelles formes d'expression.